



attac

# Le Courriel d'information

n°340 – Vendredi 14 juin 2002.

## ET NOS DROITS ?

### Dans ce numéro

#### 1. Etonnants Paradis. Jersey (Par Jean Claude Demestre)

Depuis Juin 2001, enquêtes, rencontres, information à destination des médias et des autorités françaises, jersiaises et britanniques se sont poursuivies de façon solidaire entre attaciens jersiais et attaciens de l'Ouest de la France. Une rencontre ,au Quai d'Orsay en décembre 2001, de jersiais et Gisèle Halimi avec C.Josselin a permis de porter au plus haut niveau ce dossier et sa spécificité concernant les droits de l'Homme.

#### 2. Tunisie... vacance des Droits

Cette affaire tombe le lendemain même d'un communiqué de l'Organisation mondiale contre la Torture (OMCT-Genève), où elle s'inquiète de la rupture de ses communications téléphoniques et électroniques avec ses correspondants à Tunis; rupture qui remonte, selon l'Organisation, au 26 mai, date du prétendu référendum par lequel le général Ben Ali va gouverner la Tunisie au moins pour douze autres années. Il est à craindre que cette rupture des communications de l'OMCT avec la Tunisie, ainsi que l'arrestation et le maintien au secret de Zouhair Yahyaoui ne constituent les débuts d'une nouvelle vague répressive visant à se venger de ceux qui ont contesté le droit de M. Ben Ali à gouverner la Tunisie indéfiniment.

#### 3. Les pantins de politiques décidées ailleurs-1 (Par Alain Saumon)

La politique d'ajustement structurel imposée par les institutions financières internationales et par nos dirigeants a de grandes répercussions sur le peuple égyptien et notamment les pauvres. Le type de développement qu'elle implique se fait en faveur des riches et accroît le fossé entre riches et pauvres. L'ajustement structurel a échoué en Egypte où on estime que seulement 2% de la population en profite.

#### 4. Le néolibéralisme et la mafia (Par Giuseppe Di Lello)

Berlusconi sait, en fait, qu'il ne peut imposer son dessein néolibéral "uniquement" en rendant vains l'indépendance de la magistrature et les contrôles de légitimité, en abolissant "uniquement" l'article 18, en privatisant "uniquement" l'école ou la santé, en lançant des lois qui rendent vaine "uniquement" la lutte contre la mafia, en favorisant "uniquement" l'impunité de la répression de l'opposition sociale : il doit faire tout et en même temps, parce que ce n'est qu'ainsi qu'il pourra gagner sur tous les fronts.

#### 5. Le G8 et les Femmes : deux mondes à part (Par Marche mondiale des Femmes)

On peut affirmer sans crainte de se tromper que les femmes ne sont pas présentes dans les préoccupations de ces messieurs ! Elles n'ont jamais fait l'objet d'engagements sérieux... sauf pour renforcer l'idée que, dans une perspective néo-libérale, il est " payant " d'investir dans les femmes ! Pas étonnant car le G8, c'est le bateau amiral de la mondialisation actuelle : capitaliste, raciste, sexiste et destructrice de l'environnement.

#### 6. Vous avez rendez-vous avec ATTAC

#### Etonnants Paradis. Jersey

Par Jean Claude Demestre

L'opération " Etonnants Paradis " du 9 juin 2001 a connu un grand succès. Organisée par une coordination ATTAC de l'ouest de la France et le soutien d'ATTAC national, elle a constitué, à plus d'un titre, une " première " sur l'île anglo-normande de Jersey. Des forces de l'ordre anti-émeutes avaient été acheminées pour répondre à l'assaut des " anarchistes français " et l'opinion locale avait été chauffée à blanc par les médias

locaux contre ce trouble porté à " l'un des lieux les plus paisibles d'occident ". L'opération se déroula finalement dans la bonne humeur et certains jersiais particulièrement courageux décidèrent même de créer illico un groupe ATTAC au sein même de ce paradis fiscal malgré des menaces et des intimidations très sérieuses. Ce groupe possède désormais une quarantaine de membres, dont bon nombre ont accepté de sortir de la " clandestinité " pour mener le combat en plein jour. Depuis Juin 2001, enquêtes, rencontres, information à destination des médias et des autorités françaises, jersiaises



attac

et britanniques se sont poursuivies de façon solidaire entre attaciens jersiais et attaciens de l'Ouest de la France. Une rencontre ,au Quai d'Orsay en décembre 2001, de jersiais et Gisèle Halimi avec C.Josselin a permis de porter au plus haut niveau ce dossier et sa spécificité concernant les droits de l'Homme. Rappelons que les jersiais " de souche ", désormais minoritaires dans leur île, servent d'alibi au maintien du statut fiscal de cette possession de la couronne britannique qui n'appartient pas officiellement à l'Europe.

Une série de rencontre avec les maires et conseillers généraux et régionaux de l'Ouest a permis de sensibiliser à cette question nombre d'élus . Une rencontre avec des agriculteurs de l'île en mai dernier , en compagnie de F.Dufour a permis de mesurer les dégâts induits sur l'agriculture de l'île par la financiarisation démesurée de ses activités. Un projet de conférence sur les paradis fiscaux, initialement prévue à Jersey fin juin, ne pourra avoir lieu vu les nombreuses difficultés rencontrées par nos amis jersiais, contre lesquels le " sort " semble particulièrement s'acharner. Nous prions F.Guex et B.Monnot , les conférenciers pressentis, de nous excuser de ce contretemps ...Mais une occasion exceptionnelle nous est offerte d'alerter Tony BLAIR lui même à l'occasion de sa visite, le 14 juin, à Jersey ,où il doit rencontrer son homologue Irlandais dans le cadre de rencontres régulières entre leurs gouvernements respectifs ( " Anglo-Irish agreement " ) . Nous lançons donc un appel au nom de nos amis jersiais pour que le plus grand nombre d'Attaciens concernés par ce problème envoie à T.Blair, Premier Ministre britannique, le message suivant à l'adresse postale indiquée. En leur nom, nous vous remercions d'avance.

Jean-Claude Demeste

Contact pour cet article [jersey@attac.org](mailto:jersey@attac.org) - [stmalo@attac.org](mailto:stmalo@attac.org)

June 2002  
(ADRESSE PERSO.)

The Rt Hon Tony Blair, M.P  
Prime Minister  
10 Downing Street  
London SW1A 2AA  
U.K/Royaume Uni

Dear Sir,

On the occasion of your visit to Jersey this month, in solidarity with Saint-Malo/Jersey

ATTAC, I have the honour to draw your attention to the present situation of this specific tax-haven and of some of its inhabitants, with whom we have been connected through a long-standing common culture. The indigeneous population of the island, approximately 5,000 people, still have an inclusion in their passport which says they are not permitted to live or work in Europe ! We clearly see this as discrimination against one group within one population. This, it seems, results from Protocol 3 (1973). What we are asking for is that this protocol 3 be re-negotiated in order to give this people a full passport which affords them the same rights as everyone else.

Would it be possible to have this included within a European negotiation that would also, in a realistic manner and a proper agenda, put an end to the outrageous existence of such undemocratic tax-havens ? We are aware that any such evolution should not harm the population, so isn't it high time for political leaders to prepare these population to a different future ? We are looking forward to reading your answer, as more and more people in our region but also in Europe have become sensitive to this particular issue which affects their sense of human rights and fiscal democracy.

Yours sincerely,

(NOM/PRENOM/TITRES/SIGNATURE)

TRADUCTION :

A l'occasion de votre visite à Jersey en juin, solidaires du groupe ATTAC Saint-Malo/Jersey, j'ai l'honneur d'attirer votre attention sur la situation actuelle de ce paradis fiscal très particulier, et sur la situation de certains de ses habitants à qui nous sommes liés par une culture commune de longue date. La population originaire de l'île, environ 5000 habitants, possède , sur son passeport, une clause lui interdisant de s'établir ou de travailler en Europe ! Ceci nous semble l'expression caractérisée d'une discrimination à l'encontre d'un groupe humain à l'intérieur d'une population donnée. Le Protocole 3 ( du Traité d'accession de la GB au " Marché Commun " de 1973) semble à l'origine de cette situation.

Nous demandons que ce Protocole soit renégocié de façon à assurer à ces Jersiais un passeport sans restriction. Serait-il possible de proposer cette évolution dans le cadre d'une négociation européenne qui , de façon réaliste et selon un calendrier précis , mettrait un terme à



attac

l'existence scandaleuse de tels paradis fiscaux contraires à l'esprit démocratique ? Nous pensons qu'une telle évolution ne devrait pas se produire au détriment des populations locales. Aussi, n'est il pas opportun que les responsables politiques préparent ces populations à un avenir différent ? Nous attendons votre réponse avec impatience, sachant qu'un nombre croissant de citoyens, dans notre région mais aussi en Europe, est désormais attentif à ce problème qui blesse leur sens des droits de l'homme et de la démocratie fiscale.

### **Tunisie... vacance des Droits**

L'association MEDEL (Magistrats Européens pour la Démocratie et les Libertés), qui regroupe plusieurs milliers de juges et procureurs de quinze pays d'Europe, s'inquiète très sérieusement du sort :

- du juge tunisien Mokhtar Yahyaoui,
- et de celui de son neveu, le journaliste Zouhair Yahyaoui.

Monsieur Mokhtar Yahyaoui, président de chambre au tribunal de Tunis, a été révoqué de ses fonctions le 29 décembre 2001 dans des conditions contraires aux principes élémentaires des droits de la défense. Cette révocation est intervenue, après l'envoi, par le juge Yahyaoui, d'une lettre ouverte au chef de l'Etat, qui dénonçait l'asservissement de la justice tunisienne (le 6 juillet 2001)

Le juge Mokhtar Yahyaoui a participé depuis à la création d'un Centre pour l'Indépendance de la Justice, dont il a été nommé président. Mais des menaces et des chantages de toutes sortes sont exercés sur sa vie professionnelle, sur sa vie privée et sur sa famille. Ainsi, pour la quatrième fois au moins, le 7 juin dernier, le juge Yahyaoui s'est vu empêcher de prendre l'avion pour répondre à l'invitation de MEDEL de participer à une réunion de magistrats européens à Paris. Auparavant, déjà, les autorités tunisiennes avaient empêché le juge de répondre à l'invitation officielle de la Commission des droits de l'Homme des Nations Unies à Genève et à celle de MEDEL pour participer à un congrès sur la justice à Rome (et ce bien que son passeport soit en règle, que son billet d'avion soit payé et qu'aucune décision judiciaire ne lui interdise de voyager).

Par ailleurs, nous apprenons (de sources familiales) que son neveu, le journaliste indépendant Zouhair Yahayoui, créateur du site internet « TuneZine.com », a été arrêté le 4 juin dernier. Il sera présenté en jugement dès le

jeudi 13 juin pour infraction à la loi sur la presse, et plus précisément pour « propagation de fausses nouvelles ». Zouhair Yahayoui animait, sur le site « Tuni-zine », un forum à succès, largement consacré au respect des droits de l'homme et aux libertés en Tunisie. Ce site avait notamment publié la lettre ouverte du juge Yahyaoui.

MEDEL

- apporte son entier soutien au juge Yahyaoui et à sa famille ;

- rappelle qu'il est du devoir d'un juge, dans un Etat de droit, de dénoncer les atteintes à l'indépendance de la justice et à la liberté d'expression ;

- appelle instamment le président Ben Ali et les autorités tunisiennes compétentes à respecter les conventions internationales en matière de procès équitable et de détention, en particulier en ce qui concerne Zouhair Yahyaoui.

MEDEL ne manquera pas de faire connaître ses préoccupations à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, au Conseil de l'Europe, et aux institutions de l'Union européenne, liées à la Tunisie par un accord d'association.

Contact pour cet article. MEDEL regroupe des associations de magistrats de : Allemagne, Belgique, Chypre, Croatie, Espagne, France, Grèce, Italie, Pologne, Portugal, République Tchèque, Roumanie. MEDEL est dotée du statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe.

C/o Président de MEDEL : Ignazio Patrone, Corso Paganini, 29/11, 16125 GENES, Italia, [president@medelnet.org](mailto:president@medelnet.org)

ZOUHAIR YAHYAOUI, L'INTERNET TUNISIEN  
EMPRISONNE

Nous avons appris l'arrestation, hier 4 juin, de M. Zouhaier YAHYAOUI, internaute virtuose, défenseur de la liberté sur la Toile et neveu du célèbre juge Mokhtar YAHYAOUI.

D'après un communiqué de l'illustre magistrat, le jeune homme a été arrêté dans le "publignet" (internet public) où il travaille. Son matériel informatique, notamment ses disques durs, ont été emportés par la police politique. Cela montre clairement que l'activité de contestation de M. Zouhaier YAHYAOUI sur internet est le principal, sinon l'unique mobile de cette répression qui s'annonce.



attac

Cette affaire tombe le lendemain même d'un communiqué de l'Organisation mondiale contre la Torture (OMCT-Genève), où elle s'inquiète de la rupture de ses communications téléphoniques et électroniques avec ses correspondants à Tunis; rupture qui remonte, selon l'Organisation, au 26 mai, date du prétendu référendum par lequel le général Ben Ali va gouverner la Tunisie au moins pour douze autres années. Il est à craindre que cette rupture des communications de l'OMCT avec la Tunisie, ainsi que l'arrestation et le maintien au secret de Zouhair Yahyaoui ne constituent les débuts d'une nouvelle vague répressive visant à se venger de ceux qui ont contesté le droit de M. Ben Ali à gouverner la Tunisie indéfiniment.

Zouhaier YAHYAOUÏ, alias Ettounsi (le Tunisien), avait mis en place un site web devenu célèbre avec le temps et qui avait été repris par Le Monde vers la fin mai. Un site qui avait apporté aux Tunisiens équipés d'internet une grande bouffée d'oxygène... Nous avons d'ailleurs appris de source proche du Forum TUNeZINE que le site avait été supprimé dans la nuit de mardi à mercredi, 4 et 5 juin courant. On nous a assuré que des efforts étaient mis en œuvre pour que le site soit remis en service sans délai.

Nous estimons que si la police du général Ben Ali a pu accéder au site et le faire disparaître, c'est que les tortionnaires de l'internet ont pu extorquer les données confidentielles à la victime. C'est là un grand motif de préoccupation pour l'intégrité physique et mentale de l'intéressé.

C'est pourquoi nous partageons entièrement l'angoisse exprimée par l'honorable magistrat tunisien YAHYAOUÏ et nous nous joignons à son appel pour une solidarité la plus large et la plus effective possible avec son neveu détenu.

Il est à noter que la Tunisie du général BEN Ali est coorganisatrice du Sommet mondial sur la société de l'information (Genève 2003; Tunis 2005), dont la première réunion préparatoire se tient du 5 au 7 juillet prochains à Genève.

Nous appelons les Tunisiens, particulièrement ceux de Suisse, à faire entendre leurs protestations aux organisateurs dudit sommet. Le cas Zouhair YAHYAOUÏ doit y être évoqué même si l'intéressé devait recouvrer sa liberté entre-temps, ce qui est loin d'être assuré.

Que la famille Yahyaoui trouve ici l'expression de notre solidarité la plus agissante.

Khaled Ben M'barek, Coordinateur  
Contact pour cet article. Centre d'information et de documentation sur la Torture (CIDT-TUNISIE). Association Loi 1901- 23, rue Brulard F25000 Besançon. FRANCE. Tél/Fax : (33 3) 81 41 33 22

### **Les pantins de politiques décidées ailleurs - 1**

Par Alain Saumon. Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde et ATTAC 17

Entretien avec Nawal El Saadawi, Egyptienne, Présidente de Arab Women Solidarity

Washington, jeudi 18 avril 2002.

A.S. : L'Egypte est un pays sous ajustement structurel. Quel est le résultat de cette politique sur la population ?

N.E.S. : La politique d'ajustement structurel imposée par les institutions financières internationales et par nos dirigeants a de grandes répercussions sur le peuple égyptien et notamment les pauvres. Le type de développement qu'elle implique se fait en faveur des riches et accroît le fossé entre riches et pauvres. L'ajustement structurel a échoué en Egypte où on estime que seulement 2% de la population en profite.

A.S. : Comment cela se traduit-il dans l'agriculture par exemple ?

N.E.S. : D'abord en orientant la production agricole vers l'exportation : nous ne produisons plus ce dont les gens ont besoin pour leur alimentation, pas même le blé, et à la place nous produisons des aliments pour bétail que nous exportons vers les États-Unis d'Amérique et l'Europe notamment. Nous devons importer notre alimentation quotidienne. Les Egyptiens doivent importer des produits souvent beaucoup plus chers que ceux qu'ils pourraient produire et qui ne correspondent pas forcément à leurs coutumes alimentaires. Le gouvernement et les IFI ont choisi, pour nous, de nourrir les vaches américaines qui produisent une viande que nous ne mangeons pas.

A.S. : Est-ce que cette nouvelle organisation de la production a entraîné des changements importants dans la structure paysanne ?



attac

N.E.S. : Les petits agriculteurs quittent leurs terres. Ils en vivaient autrefois, même si c'était difficile sur les très petites parcelles. Ils écoulaient leur production localement. Les désordres provoqués par la politique du tout exportation ont réduit leurs revenus et les obligent à quitter leur terre. Ils vendent ces terres bien en dessous de leur valeur à des grands propriétaires puis vont gonfler les quartiers pauvres des villes. Les nouveaux propriétaires produisent pour l'exportation et la misère s'aggrave. Tout ceci est inacceptable.

A.S. : Ces changements dans l'alimentation et dans les conditions de vie quotidienne ont certainement des conséquences sur la santé des Egyptiens, quelles sont-elles ?

N.E.S. : Il y a en Egypte de plus en plus de personnes qui souffrent de malnutrition et en particulier de sous-alimentation, dans les villes comme dans les campagnes. Ces problèmes de santé touchent notamment les jeunes qui, parce qu'ils ne trouvent pas d'emploi, n'ont ni les moyens de se nourrir correctement ni ceux de se soigner lorsqu'ils sont malades. Pneumonies et gastro-entérites sont de véritables fléaux chez les jeunes. La pollution amplifie le phénomène : le pays a accepté et accepte encore sur son territoire des industries polluantes que les pays du Nord refusent, cela a des conséquences dramatiques sur la santé de la population, les maladies dermatologiques et respiratoires sont de plus en plus nombreuses et virulentes.

A.S. : Quels changements préconisez-vous ?

N.E.S. : Il faut d'abord que les gouvernants et les riches — qui sont les mêmes personnes — arrêtent d'être les pantins de politiques qui se décident ailleurs. Certes l'Egypte n'est pas seule sur la terre et nous devons prendre en compte les conditions globales de production et de coopération dans le monde. Mais l'Egypte doit le faire sans abandonner ni rejeter les besoins et les possibilités locales. Global et local, nous utilisons un nouveau terme pour cela : glocal. En ce qui concerne la production agricole, nous devons en premier lieu produire ce dont les Egyptiens ont besoin. Le pays a la capacité de produire ce qui lui est nécessaire et ce qui lui convient. Nous devons aussi nous intéresser aux besoins des pays voisins et faire en sorte que nos productions, agricoles et industrielles, soient orientées vers les marchés régionaux, nous ne devons pas produire uniquement en fonction des besoins américains.

A.S. : Les orientations économiques prises par le gouvernement de votre pays ont certainement aussi des racines dans la configuration géopolitique de la région. Je pense précisément au conflit palestino-israélien.

N.E.S. : Bien entendu. Le gouvernement Moubarak (et avant lui celui de Sadate) sert les intérêts américains dans la région. Tous les projets économiques de l'Egypte sont orientés dans ce sens et l'opposition économique, politique et religieuse est muselée. Le peuple égyptien sait ce qui se passe et s'organise malgré la chape de plomb dont on le recouvre, notamment l'opposition islamique. Beaucoup d'opposants sont en prison. L'opposition " légale " — " tolérée " — , est faible et inopérante.

A.S. : Et les femmes égyptiennes dans tout cela ?

N.E.S. : Elles sont entre le marteau et l'enclume. Mais nous résistons. En 1991, pendant la guerre du Golfe, l'association Arab Women Solidarity (Solidarité des Femmes Arabes) dont je suis la présidente a été interdite. Depuis nous vivons dans la semi-clandestinité et nous continuons à travailler et à nous faire entendre.

Contact pour cet article. Alain Saumon  
[alain.saumon@wanadoo.fr](mailto:alain.saumon@wanadoo.fr)

RAPPEL. En France semaine d'actions sur la dette du 17 au 23 juin.  
Rassemblement devant le Ministère des Finances et le Club de Paris mercredi 19 juin 2002 à 17h30 place du Bataillon du Pacifique à l'angle du Bd de Bercy et de la rue de Bercy - Métro Bercy (ligne 6 ou 14)

Contact pour ces mobilisations. Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD) 4, rue Jean Lantier - 75001 Paris - Tél. : 0144828153 - Fax : 0144828145 E-mail : [dette@ccfd.asso.fr](mailto:dette@ccfd.asso.fr) - Site internet : [www.dette2000.org](http://www.dette2000.org)

### **Le néolibéralisme et la mafia**

Par Giuseppe Di Lello (ex-magistrat, parlementaire européen)  
Traduction. [coordinat@attac.org](mailto:coordinat@attac.org) traducteurs bénévoles.

Les dix ans de la tragédie de Capaci vont être célébrés dans la conscience de tout ce qui a été fait de positif ou de négatif et de combien il est devenu difficile de faire ce qui doit l'être dans une phase historique caractérisée, au niveau européen, par la domination de la pensée et de



attac

la pratique néolibérales. Laissons de côté la simplification de la "diminution de l'effort" contre ce phénomène, qui n'explique rien et, dans son indétermination, se prête à être utilisée par tous contre tous. Efforçons-nous de nous attacher aux faits et revenons au contexte, au moins, celui de la Sicile, pour analyser le passé et essayer de comprendre s'il y a quelque voie d'issue pour le futur.

La répression judiciaire [du phénomène mafieux] a commencé, à partir du début des années 80, avant tout grâce au grand mérite de beaucoup de personnalités - Costa et Chinnici, et ensuite Falcone et Borsellino et s'est poursuivie jusqu'à nos jours, avec Caselli et Grasso.

Elle a été intense et efficace, aussi bien sur le plan de la lutte contre les hommes de main, que sur celui, plus opaque, de la lutte contre les complexités, alors qu'elle n'a pas récolté de grands succès dans le domaine politique. Cela aussi parce que, justement à ce niveau, s'est interrompue la tendance, dans la pratique juridique, qui se fondait, plus sur la crédibilité du "déclarant" lui-même, que sur celle des déclarations. Que ce "virage" juridique sous-tende plus un retour à une espèce de "justice de classe" qu'à une interprétation correcte des règles de la procédure d'évaluation de la preuve, voilà un problème encore en suspens. Tout comme l'est celui de la bonne qualité d'un instrument procédural (et de son utilisation) qui autorise le prolongement d'un jugement, pour un seul accusé, sur quatre, cinq et six ans : le fait de constater ce problème devrait donner lieu à une discussion calme et non à des cris de vierges effarouchées ou à des accusations d'adaptation aux arguments des détracteurs de la justice et des juges.

Reste le fait qu'à la fin de cette opération répressive nous retrouvons une mafia aussi forte qu'avant et qui contrôle comme jamais le territoire. Il suffit de lire les statistiques fournies par le rapport du Commissaire Tano Grasso sur la consistance actuelle du racket et de l'usure, rapidement "effacées" par l'actuel gouvernement, qui s'est empressé de muter son auteur, incommode comme tout ce qui a une incidence effective dans la lutte contre la mafia.

Quoiqu'il en soit, cette action judiciaire avait mis à mal l'impunité totale des mafieux et avait redonné du souffle à l'activité sociale. Si les tueries mafieuses ont amplifié et catalysé l'indignation populaire, les grands procès avaient redonné à la société civile la force de s'opposer

à la mafia à tous les niveaux. Dans le "printemps de Palerme" et dans la myriade d'administrations locales progressistes, on peut voir une interaction entre la chute du mur de l'impunité, due à l'action de la magistrature, et la confiance des citoyens dans la possibilité du changement.

Les intérêts du bloc politico-mafieux restaient certes solides et se réorganisaient, après la victoire de Berlusconi de 1994, autour d'une "nouvelle" classe politique, qui a pris directement le relais de l'ancienne, mais l'épée de Damoclès du contrôle judiciaire rendait tout plus difficile pour les mafieux et leurs représentants politiques.

La loi électorale majoritaire voulue fortement même par d'amples couches du centre-gauche et les autres lois de cette formation politique, propédeutiques à l'attaque actuelle contre les droits des travailleurs, les syndicats et l'école publique, pour n'en citer que quelques uns, redonnaient de "l'espoir" aux intérêts du bloc du pouvoir néolibéral et mafieux.

La loi électorale majoritaire, en particulier, a permis au pouvoir mafieux d'atteindre deux objectifs.

D'un côté les organisations criminelles sont revenues au centre des enjeux électoraux, parce que, avec un effort minimum (avec peu de voix, qui font la différence), elles arrivent à maximiser le résultat: en Sicile 61 collèges majoritaires sur 61 en sont la preuve éclatante, mais si l'on fait aussi une analyse dans beaucoup d'autres collèges du Sud, on aurait une confirmation de cette affirmation..

D'un autre côté, cet apport massif en sièges permet de fonder au niveau national un pouvoir de gouvernement inattaquable, fonctionnel aux intérêts criminels: il suffit de rappeler le premier lot de lois berlusconiennes. Fort d'une énorme majorité parlementaire, non justifiée par les votes en absolu, le pôle berlusconien manœuvre aujourd'hui massivement pour miner les bases de l'Etat de droit défini par notre Constitution républicaine, avec un projet nécessairement global. Berlusconi sait, en fait, qu'il ne peut imposer son dessein néolibéral "uniquement" en rendant vains l'indépendance de la magistrature et les contrôles de légitimité, en abolissant "uniquement" l'article 18, en privatisant "uniquement" l'école ou la santé, en lançant des lois qui rendent vaine "uniquement" la lutte contre la mafia, en favorisant "uniquement" l'impunité de la répression de l'opposition sociale



attac

: il doit faire tout et en même temps, parce que ce n'est qu'ainsi qu'il pourra gagner sur tous les fronts.

Face à l'action globale de la droite, doit se développer une action tout aussi globale de la gauche et cela est vrai aussi pour le front contre la mafia, qui ne peut pas croire de pouvoir défendre, par exemple, le droit de la magistrature à l'indépendance sans soutenir pleinement par ailleurs la défense des autres droits, civils et sociaux.

Politiciens, magistrats, professeurs, engagés à crier leur indignation pour la "diminution de l'effort" contre la mafia (ou, de façon bien réductrice, pour protester contre le partage du butin de la Rai qui, "cette fois", n'a pas favorisé le centre-gauche), nous voudrions les voir aussi concrètement aux côtés de ceux qui luttent pour un logement, pour l'eau, pour les droits des immigrés, pour que justice soit faite pour les passages à tabac de Naples et de Gênes, pour Sofri, condamné sans preuves, pour l'incroyable "malaise actif" de Pinelli, contre les contrats à durée déterminée et la précarité sans droits et sans futur, et ainsi de suite.

Nous voudrions, en somme, que la protestation aille de pair avec la lutte pour un projet de changement et non pas d'alternance.

Le projet néolibéral de société voulu par Berlusconi est, comme on l'a dit, fonctionnel au pouvoir mafieux et il n'y a aucune perspective de lutte contre la mafia, à quelque niveau que ce soit, si l'on ne lutte pas contre ce projet.

Giovanni Falcone n'était pas un révolutionnaire, mais, s'ils l'ont tué, c'est parce qu'avec son action il posait un jalon pour une société plus juste. Ce n'est pas abuser de sa mémoire que de dire cela. Mais, au contraire, c'est aider à comprendre ce qu'il faudrait faire pour que sa vie et son sacrifice aient un sens, du moins, pour nous tous, qui sommes de gauche.

23 Mai 2002

Contact pour cet article. Granello di Sabbia  
[redazione@attac.org](mailto:redazione@attac.org)

## **Le G8 et les Femmes : deux mondes à part.**

Par Marche mondiale des Femmes

Les 26 et 27 juin 2002 le G8 se réunit à Kananaskis en Alberta, Canada (dans les montagnes Rocheuses, à l'abri du regard des

citoyens et citoyennes) sous la présidence du Canada. Trois sujets sont à l'ordre du jour :

- Lutte contre le financement du " terrorisme"
- Croissance économique mondiale
- Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NPDA)

Nous avons décidé de produire ce numéro spécial du Bulletin de liaison de la Marche mondiale des femmes afin de faire circuler l'information sur cette importante réunion et de vous faire part de l'urgence d'agir. Nous avons choisi de nous concentrer principalement sur le sujet de la réunion concernant le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NPDA) car il s'agit d'un enjeu extrêmement important pour les femmes africaines et sur lequel trop peu d'information est disponible.

Au moment d'écrire ces lignes, de plus en plus de groupes de la société civile des pays africains s'organisent pour faire entendre leurs voix en exigeant de leurs gouvernements respectifs qu'ils placent les préoccupations des populations et les droits humains au coeur de leurs stratégies et ainsi inscrire le NPDA dans une perspective de développement durable.

La Marche mondiale des femmes invite les groupes de femmes, particulièrement en Afrique, à s'engager dans ces luttes, en insistant sur des éléments d'analyse féministe et l'impact particulier du NPDA sur les femmes. Nous demandons également aux groupes des femmes des pays membres du G8 de dénoncer le processus et de critiquer le contenu du NPDA auprès de leurs gouvernements. Les autres pays du monde sont aussi appelés à agir en solidarité avec les femmes africaines en organisant des actions ou activités d'éducation populaire, particulièrement durant la semaine de la réunion du G8 (du 21-28 juin).

Nous avons besoin d'agir toutes ensemble pour continuer à lutter contre le système économique international qui est profondément déséquilibré et inéquitable et ayant des impacts négatifs sur le développement de l'Afrique et des pays du Sud en général! Nous devons aussi débouter tout projet ayant comme impact le recul des droits des femmes et renforçant les valeurs patriarcales.

QU'EST-CE QUE LE G8 ?

Le G8 c'est le groupe des 7 pays les plus industrialisés de la planète (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie,



attac

Japon). Avec l'admission de la Russie en 1997, on l'appelle le G8 même si ce pays demeure exclu des discussions économiques et financières. Une fois par année, ces dirigeants se rencontrent - entre copains i.e. entre hommes, puissants, riches, et très majoritairement blancs ! - pour discuter des grandes questions de l'heure. Mais, personne au niveau de la communauté internationale ne les a choisis démocratiquement pour s'occuper, seuls, du sort du monde : le G8 n'a aucune légitimité politique.

Une feuille de route " exemplaire " !

La réalité montre, année après année, l'affligeante soumission de ces politiciens à la main très visible du marché. Par exemple, en 1994 : le G7 se prononce en faveur de la " flexibilité " de l'emploi et des coûts du travail selon le mot d'ordre de l'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économique : club composé majoritairement de pays riches) et des grands patrons de l'économie globale; en 1996 : le G7 somme les pays du Tiers-Monde de créer un " environnement propice " aux investisseurs; en 1997 : le G7 se dit " préoccupé " par la dette des pays pauvres mais insiste pour qu'elle soit remboursée intégralement; en 1998 en pleine crise financière catastrophique, le G8 recommandent aux pays asiatiques ruinés par les décisions du FMI d'obéir scrupuleusement aux consignes du même organisme; en 1999 : à Cologne en Allemagne, le G8, sous la pression d'une pétition internationale forte de 24 millions de signatures, fait la promesse d'annuler la dette publique des 41 pays les plus pauvres; en 2000 : à Okinawa au Japon, le G8 reconnaissant qu'il n'a pas tenu son engagement refait la même promesse d'annulation de la dette publique des pays les plus pauvres et en 2001 : réuni à Gênes en Italie, le G8 reconnaît encore son incapacité (ou plutôt son refus) de réduire la dette des pays les plus pauvres : seuls des gains rachitiques sont enregistrés. Les dirigeants africains qui s'étaient déplacés à Gênes ont eu une fin de non-recevoir. Pendant que la police tue un jeune manifestant, les dirigeants du G8 répètent leur credo : C'est la liberté du commerce et des investissements qui favorise la croissance et la réduction de la pauvreté dans le monde.

Et les femmes ?

On peut affirmer sans crainte de se tromper que les femmes ne sont pas présentes dans les préoccupations de ces messieurs ! Elles n'ont jamais fait l'objet d'engagements sérieux... sauf pour renforcer l'idée que, dans une perspective

néo-libérale, il est " payant " d'investir dans les femmes ! Pas étonnant car le G8, c'est le bateau amiral de la mondialisation actuelle : capitaliste, raciste, sexiste et destructrice de l'environnement (Déclaration finale du Sommet des Peuples des Amériques, avril 2001 à Québec), c'est le club des actionnaires de l'économie mondiale, déterminés à protéger leurs seuls intérêts, c'est le groupe de pays qui exerce une influence prépondérante dans les institutions financières internationales comme l'OMC, la BM et le FMI dont la Marche mondiale, en octobre 2000, avait exigé un changement de cap ! A nous de poursuivre nos actions et de forcer ce changement de cap !

**UN NOUVEAU PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE (NPDA)... SANS LES FEMMES AFRICAINES !!! (1)**

Lors de leur réunion à Kananaskis (Alberta, Canada) les chefs d'État du G8 vont " se pencher " sur le sort de l'Afrique suite à une proposition de Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA) initiée par certains chefs d'États africains.

La version moderne du colonialisme

Si cette initiative permet de braquer les projecteurs sur le " continent oublié " de la communauté internationale, on ne peut s'empêcher de constater à quel point les réflexes paternalistes et colonisateurs du Nord - mâle, riche et blanc - reviennent en force avec ce NPDA.

À preuve la récente tournée du Premier ministre du Canada en Afrique (il a visité 6 des 53 pays africains en 9 jours!) " En tant que président du G8 cette année je me suis engagé à consulter les africains au sujet d'un plan d'action pour l'Afrique en vue de travailler avec les gouvernements africains résolus à ouvrir pour le bien de leurs concitoyens afin d'instaurer une paix et une sécurité durables, de renforcer la gouvernance démocratique, de s'attaquer aux questions de la santé et de l'éducation et de libéraliser le commerce et l'investissement (... ) Le message que portera M. Chrétien à ses homologues africains consistera à leur faire comprendre que plus ils tendront vers la bonne gouvernance, soit la démocratisation et le respect des droits de la personne, plus ils seront récompensés à même les différents programmes spéciaux d'aide que les pays du G8 vont mettre sur pied. (La Presse, 30 mars 2002). Et une fois revenu de son périple, il affirme sans sourciller J'ai été impressionné par la cohésion de tout le





attac

monde (... ) Ils avaient tous exactement la même approche, ils parlaient de ce qui est nécessaire pour remettre l'Afrique à l'agenda du monde et pour créer le bon climat pour les investissements.

Un processus gardé " secret "

Le G8 planifie l'avenir de l'Afrique... sans les africains et sans les africaines ! En Afrique presque personne n'a entendu parlé du NPDA. Les organisations de la société civile africaine, la population en général et les femmes en particulier ont été ignorées dès le début du processus. Seules quelques élites, proches des milieux occidentaux, y ont été associées. Cette lacune importante soulève des doutes sérieux quant au sort fait à la démocratie participative dans ce plan de développement et à la place faite à l'expression des préoccupations des populations marginalisées et exclues dont les femmes. Tout le travail fait depuis des décennies par les organisations de femmes en particulier a été systématiquement ignoré... !

Un plan de développement... pour assurer la poursuite du " sous-développement " ! Le NPDA, comme d'autres projets antérieurs pour le développement de l'Afrique, ne tient pas compte des problèmes réels des populations africaines en général et des femmes en particulier. Cela montre, bien sûr, combien l'ombre de ceux qui se disent " développés " plane derrière ce NPDA qui constitue pour plusieurs une nouvelle forme d'exploitation du peuple africain, une brèche que les dirigeants africains ouvrent aux puissants du monde pour défendre la mondialisation néolibérale tant dénoncée par les mouvements sociaux. Quelques aspects de ce nouveau plan :

La stratégie économique du NPDA vise à rendre l'Afrique " attirante " pour les investisseurs étrangers, à miser sur le rôle du secteur privé sensé assurer croissance et éradication de la pauvreté. Or, nous le savons depuis longtemps, la croissance économique n'est pas en soi garante de la réduction de la pauvreté : sans respect des droits et sans balises équitables, elle contribue au contraire à accroître les écarts. Sans compter qu'il n'y a aucune garanti que les investissements privés iront en Afrique, ceux-ci étant passés de 10% en 1990 à moins de 3% l'heure actuelle

Le NPDA répète les erreurs passées en passant sous silence les effets dévastateurs des programmes d'ajustements structurels des dernières décennies dont les femmes et les enfants ont été les premiers à en payer le lourd

tribut. Les programmes d'ajustement structurel sont en apparence indépendants des considérations de sexe, mais ils ont été plus exigeants à l'égard des femmes qu'à l'égard des hommes, tant dans le secteur formel que dans le secteur non structuré de l'économie. Ils ont réduit les services essentiels pour la protection de la famille et, dans de nombreux cas, enrayé les gains économiques enregistrés par les femmes au cours des trois décennies précédentes (ONU, 1995 Engendering Adjustment for the 1990's: Report of a Commonwealth Expert Group on Women and Structural Adjustment, Londres, 1989)

Les véritables causes du " sous-développement " ont été stratégiquement tuées et la solution proposée est essentiellement l'intégration du continent africain dans la mondialisation néolibérale actuelle, sans remettre en question l'inégalité grandissante des rapports de force entre les pays du Sud et les pays " sur-développés ", les échanges inégaux, la détérioration des termes de l'échange (ex : le café qui se vendait \$4,81 sur le marché international en 1980 se vend aujourd'hui \$1.90 alors que les prix des produits manufacturés n'ont cessé d'augmenter). Alors que la mondialisation a été catastrophique pour l'Afrique, la médecine que propose le NPDA c'est... ENCORE PLUS DE MONDIALISATION !

La " bonne gouvernance " exigée des pays " donateurs " se limite à la bonne gestion administrative des mesures imposées par les institutions financières internationales (la réduction des interventions de l'État dans le domaine des programmes publics, la déréglementation, etc.) sans aucune imputabilité des gouvernements africains face à leurs populations.

Développer l'Afrique... sans les femmes africaines !

Les concepteurs du NPDA ont réussi ce tour de force de proposer un plan de développement pour tout un continent... tout en demeurant aveugle quant aux problèmes liés aux inégalités de genre ! Certes le NPDA dit vouloir promouvoir le rôle des femmes dans l'ensemble des activités, mais les femmes ne sont pas centrales dans ce document qui prétend tracer l'avenir du continent africain.

L'analyse différenciée selon les sexes n'y est pas du tout transversale, par exemple l'on découvre avec stupeur que la section sur l'agriculture ne mentionne pas le rôle majeur des femmes dans



attac

ce secteur névralgique pour la survie des populations ! · La combinaison explosive entre l'accroissement de la militarisation au nom de la lutte au terrorisme et le renforcement de la cohésion entre les institutions financières internationales et les grandes corporations scellée lors du Consensus de Monterrey au Mexique constitue un obstacle majeur pour le respect des droits des femmes et l'amélioration de leurs conditions de vie.

Le modèle de développement proposé demeure un modèle néo-libéral et l'on sait depuis longtemps que ce modèle renforce les normes, valeurs et systèmes patriarcaux basés sur l'exclusion des femmes de la vie économique et politique, sur la non-reconnaissance de leur travail " invisible ", de leur travail " visible " mais non ou mal rémunéré en particulier dans le secteur informel, sur la division sexuée du travail (les femmes se retrouvant en bas de l'échelle salariale, ayant peu de sécurité, des opportunités d'avancement limitées, etc.), sur les inégalités salariales, etc

Les femmes sont " casées " d'emblée dans des " projets de femmes " i.e. santé, éducation, formation et accès au micro-crédit et le NPDA demeure silencieux sur les causes structurelles de l'inégalité entre les sexes (lois discriminatoires, normes culturelles, développement centré sur les hommes, etc.) et sur les transformations à opérer au niveau macroéconomique (politiques fiscales, dépenses publiques, priorités d'investissement, réforme agraire, etc.), là où les femmes sont très peu présentes.

Rien n'apparaît dans le NPDA sur le rôle important des femmes dans les sociétés africaines, de leur participation actuelle à la vie économique, des alternatives qu'elles mettent de l'avant.

La paix, condition indispensable pour le développement de l'Afrique Aucun projet de développement n'est réalisable dans un contexte de guerre, de répression, de corruption, de trafic d'armes, d'absence d'imputabilité des dirigeants politiques. Les femmes africaines militent depuis des décennies contre les conflits armés internes interminables, les dictatures et la marginalisation des femmes de toutes les sphères de décision quant à la gestion des conflits, conflits d'ailleurs entretenus par lesdits grands du monde pour s'assurer un meilleur contrôle des ressources et ainsi maintenir les pays africains dans une situation de dépendance économique.

(1) Cette analyse s'inspire largement du texte produit par Zo Randriamaro, The NEPAD, Gender and the Poverty Trap : the NEPAD and the challenges of financing for development in Africa from a gender perspective.

#### DES PROPOSITIONS POUR CHANGER DE CAP

En l'an 2000, nous avions 2000 bonnes raisons pour marcher et exiger des dirigeants politiques et économiques de ce monde un véritable changement de cap dans leurs orientations. Deux ans plus tard, d'autres raisons se sont ajoutées dont les politiques préconisées par le G8. Nous invitons toutes les femmes de la Marche mondiale à poursuivre les luttes pour exiger :

1. Une remise en cause radicale des institutions financières internationales (BM, FMI, OMC) et des " clubs de copains " (Forum économique mondial, G8, G20, OCDE) illégitimes dont la seule existence repose sur le pouvoir de l'argent et des armes. Des organisations financières internationales au service des peuples doivent être démocratiques, transparentes, imputables devant les parlements, soumises aux chartes, pactes, conventions, protocoles internationaux qui garantissent les droits humains ainsi que l'égalité entre les femmes et les hommes. Ces organisations doivent relever de l'ONU mais d'une ONU elle-même réformée en particulier son Conseil de sécurité dominé par le même club de pays avec droit de veto.

2. Un véritable partenariat solidaire avec l'Afrique qui déconstruise les règles de l'échange inégal des pays riches avec ce continent, qui rompe avec l'orthodoxie néo-libérale, qui mette un terme aux guerres nourries par les marchands d'armes des pays du G8, qui crée les conditions d'un développement basé sur l'égalité entre les femmes et les hommes, le respect des droits humains, le respect de l'environnement, des solutions économiques originales issues des forces populaires, des mécanismes d'accès équitable aux ressources économiques, des processus pour renforcer la démocratie participative et la bonne gouvernance, l'arrêt par les grandes puissances de leur soutien aux dictateurs ou aux dirigeants africains qui prennent le pouvoir par les armes, la prise en compte des efforts et de participation des femmes au processus de développement social, culturel et économique et le renforcement de l'implication des femmes dans la vie politique de leurs nations.



attac

Tout plan de développement devra reposer sur l'intégration de l'approche genre à tous les secteurs de la vie.

Parmi les mesures immédiates susceptibles de " libérer le développement " nous proposons : l'annulation totale et immédiate de la dette qui constitue le nouveau visage du colonialisme en Afrique. Cette dette est immorale, illégale, illégitime. La fin des programmes d'ajustement structurel qui maintiennent les pays sous le joug des politiques des pays riches et qui sont une des causes importantes de l'appauvrissement des populations. La libération effective et l'investissement de 0,7 % du produit national brut (PNB) des pays riches dans l'aide aux pays en voie de développement... une promesse vieille de plus de 25 ans !!!

3. Des États gardiens du respect des droits humains et du bien-être commun

Les marchés pèsent de tout leur poids pour réduire au minimum le rôle des États soupçonnés de faire entrave au libre commerce par leurs lois, réglementations, subventions. Ils veulent des États rachitiques. Mais des sociétés sans État, livrées aux seules forces du marché, sont condamnées à la misère, à la guerre, à la loi des plus forts. Nous voulons des États qui interviennent activement pour renforcer la démocratie représentative et participative, pour assurer la distribution équitable de la richesse, pour instaurer et maintenir des services publics de qualité universels, accessibles, gratuits (en particulier la santé et l'éducation), pour lutter contre la violence envers les femmes, pour garantir le pluralisme de la société.

4. L'égalité entre les femmes et les hommes

Nous réclamons : la prise en compte de la perspective différenciée selon les sexes dans tout accord ou politique commerciale; la reconnaissance du travail non rémunéré des femmes dont le travail domestique et sa comptabilisation dans le PNB; la reconnaissance du rôle économique, social et culturel des femmes dans le développement; des mesures urgentes et énergiques pour sortir les femmes et les enfants de la pauvreté; des mesures prioritaires d'accès à l'éducation; l'accès à des services de garde; l'accès à la formation technique, au crédit, à la terre; des mesures favorisant la participation des femmes et des

groupes de femmes dans les institutions politiques et économiques; l'utilisation de l'indicateur sexospécifique du PNUD pour mesurer les progrès de la condition des femmes.

5. Une mesure immédiate de partage de la richesse: la taxation des transactions financières (en particulier la Taxe Tobin)

À elle seule la Taxe Tobin ne prétend pas régler définitivement le problème de la spéculation encore moins celui des inégalités croissantes. Mais elle contribue à jeter un peu de sable dans les rouages bien huilés de la spéculation financière. Elle s'inscrit également dans l'émergence d'autres propositions de taxation du capital. Elle permettrait de dégager un fonds mondial important consacré au développement social, géré démocratiquement et auquel les femmes devraient avoir un accès prioritaire. C'est un objectif atteignable à court terme.

6. Des mesures précises pour éliminer la criminalité financière

La criminalité financière est incompatible avec le développement des peuples. Elle pervertit le commerce et constitue du vol légalisé en permettant à des financiers, des entreprises, des dirigeants politiques, etc. de cacher " leur " argent et de le soustraire ainsi aux taxes, lois, réglementations des États... sans parler du blanchiment d'argent sale. Nous exigeons la fin des paradis fiscaux et du secret bancaire

7. L'abandon des politiques guerrières

Il n'y a aucun avenir pour l'humanité dans le développement de politiques guerrières qui, au nom de la lutte au " terrorisme " transforment les sociétés en champ de bataille ou en forteresses protégées artificiellement. Ce sont majoritairement les femmes et les enfants qui subissent les guerres. Nous mettons de l'avant la négociation politique des conflits, la fin de l'industrie de l'armement et le développement d'une culture de la paix. Les femmes doivent être présentes dans toutes les étapes d'élaboration et de réalisation de la prévention et de la résolution de conflits armés.

Contact pour cet article. [marchfem@ras.eu.org](mailto:marchfem@ras.eu.org)

### **Vous avez rendez-vous avec ATTAC**

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur <http://attac.org/indexfr> puis de choisir « ATTAC dans le Monde » « Rendez-vous avec ATTAC » pour en obtenir les détails.



attac

-- Vendredi 14

AUSTRIA : Burgenland

FRANCE: Roubaix – Nancy – Montmorillon – Mulhouse – St Quentin

BRITAIN : London

-- Samedi 15

AUSTRIA : Burgenland - Innsbruck

BELGIQUE BELGIE: Bruxelles - Liège

DEUTSCHLAND : Dezentraler Aktionstag

FRANCE: Orleans – Gardanne – Paris Centre – Paris 11 – Paris 20

NORGE : Moss

SUISSE SCHWEIZ : Jura

-- Dimanche 16

AUSTRIA : Burgenland

FRANCE: Laval – Paris 14 – Paris 11

-- Lundi 17

AUSTRIA : Innsbruck

BELGIQUE BELGIE: Charleroi

BRITAIN : London

FRANCE: Chateaubriant – Le Thor – Rochefort – La Rochelle

-- Mardi 18

AUSTRIA : Wien

FRANCE: St Nazaire – Avignon – Metz – Nancy – Paris Nord Ouest – Paris 11 – Paris 12

SUISSE SCHWEIZ : Lausanne

(\*) [coordinat@attac.org](mailto:coordinat@attac.org) est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.